

LIBRA, LA MONNAIE DE FACEBOOK QUI FAIT TREMBLER LES ÉTATS

Le 18 juin dernier, Facebook annonçait la création de sa monnaie virtuelle, le libra. Elle devrait voir le jour d'ici 2020, mais elle inquiète les États et est loin de faire l'unanimité.

Romain Raffegaue

1 POURQUOI FACEBOOK VEUT-IL CRÉER SA MONNAIE?

Pour rendre le monde meilleur, selon Facebook. En réalité, pour gagner de l'argent. La firme américaine est à l'initiative du libra, mais celui-ci sera contrôlé par des sociétés privées (Facebook, Visa, Mastercard, PayPal, Uber, Spotify...) qui, à terme, seraient au nombre de 100, regroupées sous le nom de Libra Association. Un texte de présentation, sur le site libra.org, explique pourquoi il serait bien que l'argent passe par leur système plutôt que par des banques : « 1,7 milliard d'adultes dans le monde [...] n'ont pas accès à une banque traditionnelle. » Notamment parce qu'ils habitent trop loin d'une agence ou que, dans leur pays, les frais bancaires (pour faire un virement d'un compte à un autre, par exemple) sont très élevés. Bref, ils ont besoin d'une « ***devise*** numérique fiable » afin de réaliser des achats à moindre coût. Voilà pour le discours officiel. Mais grattons un peu ce

vernis. Facebook, avec près de 3 milliards d'utilisateurs, en comptant Instagram et WhatsApp qui lui appartiennent, gagne de l'argent surtout grâce à la publicité. Quand vous publiez sur ses sites, vous offrez vos infos perso à Facebook, qui s'en sert afin d'afficher sur vos pages des pubs pour des produits « ciblés », supposés vous intéresser. Mais des scandales à répétition portant sur la façon dont sont utilisées ces données (voir question 4) poussent des États, notamment en Europe, à voter des lois protégeant les internautes. Face à cette menace, « Facebook cherche d'autres voies pour générer des profits ou gagner en pouvoir », précise Nicolas Houy,



« À terme, la Libra Association devrait regrouper cent entreprises chargées de la gestion de la monnaie. »

chercheur en économie au CNRS. Or, créer une monnaie servirait à faire circuler l'argent entre les 3 milliards d'utilisateurs de Facebook : en facturant ce service, même pour une somme minime (voir question 3), la firme a l'assurance de gagner des millions de dollars.

2 EST-CE QUE CE SERA UNE VRAIE MONNAIE?

En partie seulement. Le libra remplit deux des trois grandes fonctions d'une

monnaie : être une unité de valeur et servir à faire des transactions, c'est-à-dire qu'on peut l'échanger contre un service ou un bien. La troisième fonction ? Garantir un pouvoir d'achat constant, autrement dit que l'argent garde sa valeur. Même si certains pays peuvent faire faillite (comme le Zimbabwe en 2009, dont la monnaie ne valait plus rien et qui dut émettre des billets, façon Monopoly, de cent mille milliards de dollars!), un État garantit généralement la stabilité de sa

monnaie. En France, pays membre de l'Union européenne, c'est la Banque centrale européenne qui s'en assure. Elle fait en sorte que 100 euros valent toujours 100 euros et que, d'un jour à l'autre, le prix d'une super paire de baskets ne devienne pas celui de deux baguettes de pain ! Eh bien, avec les monnaies virtuelles, cette stabilité est loin d'être garantie. Prenez le ***bitcoin*** : sa valeur varie suivant la quantité de bitcoins qui est achetée et revendue chaque jour. Du coup, si vous achetez pour 150 euros de bitcoins, rien ne vous assure d'en récupérer autant le jour où vous ferez la transaction inverse. Le libra, bien que virtuel, devrait être plus stable car Facebook et ses alliés comptent l'associer à quatre monnaies « réelles », qui fixeront par ailleurs sa valeur. Ils vont pour cela constituer une réserve de dollars, de yens, de livres sterling et d'euros dans de « vraies » banques. Les euros que vous dépenserez pour acheter des libras viendront gonfler d'autant cette réserve. Il y aura donc toujours du « vrai » argent disponible pour reconvertir vos libras en euros. Ce sera comme faire du change entre deux monnaies. À une différence près : le ***taux de change*** sera fixé par Facebook et ses amis, donc des sociétés privées qui ont plutôt l'habitude de ne pas se soucier de l'avis des États. Toutefois, elles n'ont pas intérêt à faire n'importe quoi si elles veulent convaincre leurs utilisateurs d'adopter le libra. Un autre point le distinguera des vraies monnaies : personne ne pourra en émettre. La Banque centrale européenne peut décider d'imprimer de nouveaux billets, donc de créer de l'argent. Ce que, a priori, Facebook ne pourra pas faire avec le libra.

CHRISTOPHE CLÉRICI POUR SVU



#Zoom

Devise : unité monétaire émise par la banque centrale d'un pays. Le terme est souvent synonyme de « monnaie étrangère ».

On appelle **taux de change** la valeur d'une monnaie par rapport à celle d'un autre pays. Il représente la quantité d'une devise que l'on peut acquérir avec une unité d'une autre monnaie.

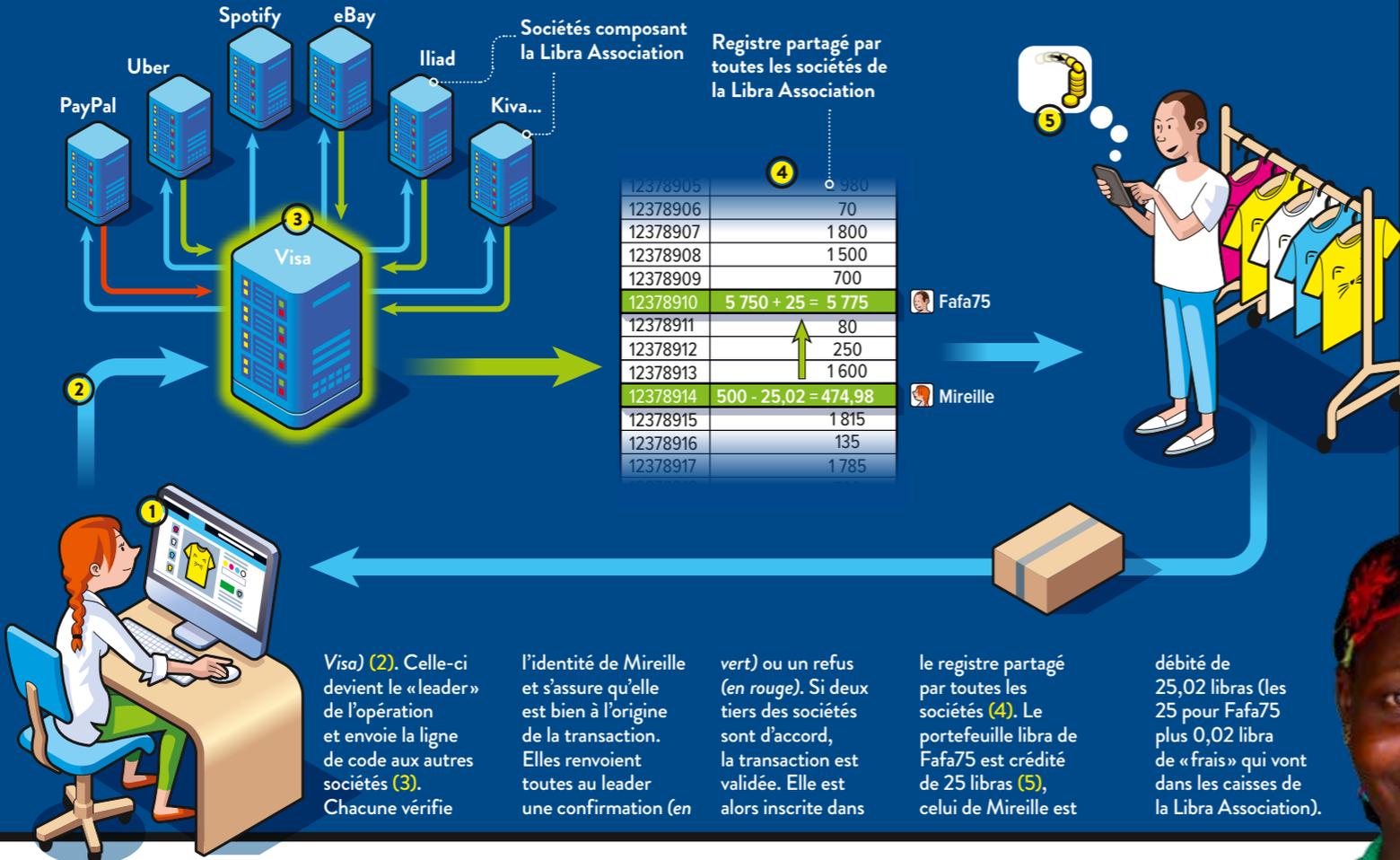
#Zoom

Le **bitcoin** est une monnaie numérique : il n'existe ni billets ni pièces en bitcoins,

mais ces derniers peuvent être échangés, sur le Net, contre des marchandises ou de l'argent réel.

3 COMMENT ÇA MARCHERAIT?

Mireille a acheté des libras avec l'application Calibra (appartenant à Facebook). Elle en possède 500 dans son portefeuille virtuel. Sur le Marketplace de Facebook, elle voit que Fafa75 vend un T-shirt vintage qui lui plaît. Il coûte 25 libras. Elle décide de l'acheter et contacte le vendeur par Messenger (messagerie de Facebook). L'affaire est conclue et Mireille va payer Fafa75 en libras (1). Une ligne de code cryptée reprenant la demande de transaction est envoyée à l'une des sociétés de la Libra Association (ici



Visa (2). Celle-ci devient le « leader » de l'opération et envoie la ligne de code aux autres sociétés (3). Chacune vérifie

l'identité de Mireille et s'assure qu'elle est bien à l'origine de la transaction. Elles renvoient toutes au leader une confirmation (en

vert) ou un refus (en rouge). Si deux tiers des sociétés sont d'accord, la transaction est validée. Elle est alors inscrite dans

le registre partagé par toutes les sociétés (4). Le portefeuille libra de Fafa75 est crédité de 25 libras (5), celui de Mireille est

débité de 25,02 libras (les 25 pour Fafa75 plus 0,02 libra de « frais » qui vont dans les caisses de la Libra Association).

SANDRINE FELLAY POUR SVJ

> Le 17 juillet, David Marcus, le père du libra, est venu défendre son projet devant le Sénat américain, inquiet de l'éventualité de l'arrivée de la monnaie Facebook.



ANNA MONEYMAKER/THE NEW YORK TIMES-REDUX-REA

5 POURQUOI LES ÉTATS SONT-ILS CONTRE?

Parce qu'ils n'ont pas confiance en Facebook. Même aux États-Unis : l'actuel ***secrétaire du Trésor*** Steven Mnuchin a déclaré que la société avait du pain sur la planche avant d'être autorisée à lancer sa monnaie virtuelle. En France, Bruno Le

Maire, ministre de l'Économie et des Finances, est encore plus strict : « Une société privée ne peut, ni ne doit, créer une monnaie qui entrerait en concurrence avec les monnaies des États. » Pourquoi la monnaie devrait-elle rester l'apanage des États? Parce que jusqu'ici, ils sont les seuls à pouvoir surveiller qu'elle ne soit pas utilisée frauduleusement. Les billets, par exemple, sont tracés, afin de s'assurer

qu'ils ne viennent pas du marché de la drogue ou ne servent pas à financer le terrorisme. Comment saura-t-on qui achète des libras et pour en faire quoi? Facebook et la Libra Association devront donc vérifier l'identité d'une personne avant de lui créer son compte. Autre menace : si un pays est en proie à des troubles, ses habitants pourraient paniquer et, de crainte que la monnaie locale perde de sa valeur, convertir en libras tout l'argent qu'ils ont en banque, ce qui tuerait la monnaie du pays. Certes, cela ressemble au scénario catastrophe d'un monde qui a peur de changer ses habitudes. Mais comme le souligne l'économiste Ludovic Desmedt (université de Bourgogne), « laisser à des sociétés privées la gestion d'une monnaie et d'un coffre-fort qui pourrait atteindre des centaines de milliards d'euros, c'est inédit. Ce serait un vrai saut dans le vide ». Et sans filet. *

4 Y A-T-IL DES RISQUES À L'UTILISER?

Oui, celui de partager encore plus de données personnelles. Bien sûr, il y a aussi le risque de se faire pirater son portefeuille ou de perdre de l'argent si le taux de change des libras fait le Yo-Yo (voir question 2). Mais Facebook est avant tout un ogre vorace qui se repaît de vos données personnelles. Vous lui confiez déjà vos souvenirs de vacances, vos liens avec vos amis, vos coups de cœur, vos photos via Instagram, vos papotages sur

WhatsApp... Avec les libras, Facebook saura aussi ce que vous achetez et pourra s'en servir pour mettre en avant et favoriser certaines boutiques, voire étouffer la concurrence. Certes, Kevin Weil – un des directeurs de Calibra, une société de Facebook qui proposera le portefeuille de libras – affirme : « Nous ne partagerons pas vos données financières pour du ciblage publicitaire sur Facebook. » Mais les promesses

n'engagent que ceux qui les croient. Les scandales l'ont prouvé : Facebook a déjà laissé des sociétés regarder des infos privées auxquelles elles n'avaient pas normalement accès. « Quand on tape sur les doigts de Facebook pour ne pas avoir suivi les règles, il promet à chaque fois qu'il ne le fera plus », constate Michel Berne, directeur d'études en économie à l'IMT-BS. Et avec les libras, il va être comme un ours devant un pot de miel! « Un jour, il ne pourra plus résister et pourrait même changer ses conditions d'utilisation pour se donner accès aux historiques d'achats », craint Nicolas Houy.



MIRKO CECCHI/PARALLELOZERO-REA

▲ Au Burkina Faso, cette femme a obtenu un microcrédit pour ouvrir son restaurant. Facebook dit espérer que son libra développera ce type de prêt de faible montant souvent recherché, dans les pays en développement, par des millions de gens privés de compte en banque.

#Zoom
Aux États-Unis, le **secrétaire du Trésor** est l'équivalent du ministre des Finances en France.